

Reçu le : 26 – 07 - 2025	Accepté le : 03 – 09 - 2025	Publié le : 28 – 12 - 2025
--------------------------	-----------------------------	----------------------------

L'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.) face à l'indépendance Algérienne : Genèse historique, stratégies de terreur et effondrement du système colonial (1961–1962).

**The Secret Army Organization (O.A.S.)
in the face of Algerian independence: Historical genesis,
strategies of terror, and the collapse of the colonial system (1961–1962).**

LARBES Nabila 

Centre universitaire de Tipaza, Algérie
larbes.nabila@cu-tipaza.dz

Résumé

Dans cette étude, nous avons analysé le contexte historique qui a conduit à la naissance de l'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.), nous nous sommes intéressés également aux actes violents et criminels qu'elle a commis contre les civils, durant les dernières années de la guerre de libération Nationale algérienne, plus précisément entre 1961 et 1962. L'objectif principal de notre travail est de comprendre comment une partie de la population européenne installée en Algérie - favorisée par la politique de peuplement colonial - a réagi face au processus inéluctable de l'indépendance de l'Algérie, qui après la création de l'O.A.S. a mené une lutte violente et répressive dans le but de préserver l'ordre colonial. A partir de ces constats, notre problématique s'articule autour de la question suivante : comment l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) a-t-elle évolué, passant d'un mouvement organisé et structuré à un véritable instrument de violence et de sabotage visant à empêcher l'indépendance de l'Algérie ? Pour répondre, nous avons analysé le contexte historique de sa création, en tenant à mettre en lumière les principaux crimes qu'elle a commis contre la population civile entre 1961 à 1962, et nous nous sommes intéressés au destin de l'organisation après les accords d'Évian. Pour réaliser cette analyse, nous avons adopté une approche historique, à la fois descriptive et analytique, qui nous a permis d'étudier l'O.A.S. dans toute sa complexité. Nous nous sommes donc appuyés sur un ensemble de sources primaires ainsi que sur les travaux de chercheurs et d'historiens, afin de replacer les événements dans leur contexte chronologique, de décrire le déroulement historique des faits, et d'analyser les facteurs et les circonstances qui ont conduit à la naissance de l'O.A.S., les crimes qu'elle a perpétrés en Algérie, ainsi que leur impact sur l'accélération de la fin du système colonial. Notre étude s'appuie sur des documents administratifs d'archives, les communiqués de l'organisation, des articles de presse de l'époque relative aux attentats et assassinats, datées de 1961 et 1962, ainsi que nous avons consulté des témoignages publiés, algériens et français, traitant le sujet de l'O.A.S. A cela s'ajoutent des études contemporaines liées aux crimes menées par l'OAS dans la phase finale de la guerre de libération d'Algérie, afin d'enrichir notre analyse.

À travers cette étude, il apparaît que l'O.A.S., née dans un climat de crise coloniale profonde, a utilisé des moyens d'une extrême violence – attentats à la bombe, assassinats ciblés, sabotages – dans le but de semer la terreur et d'instaurer un climat de peur et d'arrêter autant que possible le processus de décolonisation. Cependant, malgré l'intensité et l'ampleur de cette violence, l'organisation a échoué à empêcher l'indépendance de l'Algérie, proclamée en juillet 1962, marquant ainsi non seulement l'effondrement définitif du projet d'une «Algérie française» mais également la fin de la présence colonial en Algérie.

Mots clefs : Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.), Indépendance de l'Algérie, Colons Européens, Crimes Français.

Abstract

In this study, we analyzed the historical context that led to the emergence of the the Secret Army Organization, we also examined the violent and criminal acts it committed against civilians during the final years of the Algerian War of National Liberation, particularly between 1961 and 1962. The main objective of our work is to understand the way a part of the European population settled in Algeria, favored by the colonial settlement policy, reacted to the inevitable process of Algerian independence, following the creation of the organization. This group engaged in a violent and repressive struggle aimed at preserving the colonial order. Based on these observations, our research question is structured around the following issue: how did the Secret Army Organization evolve from a structured and organized movement into a true instrument of violence and sabotage aimed at preventing Algerian independence? To answer this question, we analyzed the historical context of its creation while highlighting the main crimes it committed against the civilian population between 1961 and 1962. we have also examined the fate of the organization after the signing of the Évian Accords. To carry out this analysis, we adopted a historical approach, both descriptive and analytical, which allowed us to examine the Secret Army Organization in all its complexity. We relied on a set of primary sources as well as the work of scholars and historians, in order to place the events in their chronological context, to describe the historical unfolding of the facts, and to analyze the factors and circumstances that led to the creation of the organization, the crimes it committed in Algeria, and their impact on the acceleration of the collapse of the colonial system. Our study is based on administrative archival documents, official *communiqués* from the organization, and press articles from the time related to bombings and assassinations dated 1961 and 1962, we also consulted published testimonies both Algerian and French addressing the topic of the organization. In addition, we drew upon contemporary studies concerning the crimes committed by the organization during the final phase of the Algerian War of Liberation, in order to enrich our analysis.

Through this study, it becomes clear that the Secret Army Organization, born in a context of deep colonial crisis, resorted to extreme violence, like bomb attacks, targeted assassinations, and sabotage, with the aim of spreading terror, instilling fear, and halting the decolonization process as much as possible. However, despite the intensity and scale of this violence, the organization failed to prevent Algeria's independence, which was proclaimed in July 1962. This marked not only the definitive collapse of the « French Algeria » project, but also the end of colonial presence in Algeria.

Key words: Secret Army Organization, Algerian Independence, European Settlers, French Colonial Crimes

E-mail de correspondance: larbes.nabila@cu-tipaza.dz

Introduction

La politique de peuplement européen en Algérie a largement contribué à l'émergence d'un climat de fortes tensions et d'inégalités profondes au sein de la société coloniale. Elle a eu un impact considérable sur les conditions de vie de la population algérienne, déjà affaiblie par une marginalisation économique et sociale. Parallèlement, de nombreuses villes algériennes ont été confrontées à une vague de violences menées par des organisations terroristes coloniales, en particulier celles qui ont vu le jour après le déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954. Ces groupes visaient essentiellement à préserver la présence européenne en Algérie et à protéger les privilèges associés au régime colonial, notamment en matière de propriété. L'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.) figure parmi ces organisations et s'est particulièrement illustrée par ses actions violentes, menées tant sur le territoire algérien qu'en France et dans d'autres régions d'Europe.

Ce sujet présente une importance particulière dans l'analyse historique de la fin du système colonial en Algérie, il permet de comprendre comment, face à l'inéluctabilité de l'indépendance algérienne, une partie de la population européenne et des militaires français ont eu recours à la violence organisée à travers la création de l'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.), cette organisation a cherché, par des moyens - assassinats, attentats, sabotages - à maintenir « l'Algérie française ».

L'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.) face à l'indépendance Algérienne : Genèse historique, stratégies de terreur et effondrement du système colonial (1961–1962)

Ce sujet a fait l'objet de plusieurs travaux historiques, notamment celui de l'historien Karim Megnouché dans son article intitulé « Les crimes de l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) en Algérie », l'auteur y met en évidence l'ampleur des violences exercées par cette organisation, responsable de la mort de milliers de civils innocents, principalement après la déclaration du général Charles de Gaulle du 16 septembre 1959. Dans la même perspective, l'historien Dahmen Touati consacre un ouvrage approfondi à l'Organisation de l'Armée Secrète, dans lequel il retrace l'une des pages les plus sombres de la fin de la colonisation française en Algérie, son étude revient sur les origines de cette organisation, ses fondements idéologiques ainsi que les méthodes violentes qu'elle a employées. Dans son ouvrage *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne* (2005), l'historienne Sylvie Thénault adopte une approche fondée sur les archives militaires et judiciaires ; elle insiste sur la nécessité de comprendre l'O.A.S. comme un phénomène colonial désespéré, et non comme un simple groupe terroriste.

La présente recherche se propose donc d'examiner la manière dont la politique de peuplement colonial a préparé le terrain à l'apparition d'organisations terroristes européennes, notamment l'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.), et comment cette dernière a mis en œuvre une stratégie de violence pour contrer le processus d'indépendance algérienne. L'étude s'articulera autour de la problématique suivante: Comment l'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.) s'est-elle transformée en un instrument de violence et de sabotage criminel visant à empêcher le processus d'indépendance de l'Algérie, et quelle est la nature des crimes qu'elle a commis contre les civils et les opposants ?

Cette problématique soulève plusieurs questions secondaires :

- Quelles sont les étapes historiques ayant conduit à la création de l'O.A.S. ?
- Quels types d'actes violents ont été menés par l'O.A.S pour entraver le processus de décolonisation entre 1961 et 1962 ?
- Quel a été le sort de l'O.A.S. après les accords d'Evian et l'indépendance de l'Algérie ?

Pour répondre à ces questions, nous avons adopté une démarche historique, à la fois descriptive et analytique, en nous appuyant sur l'étude de documents d'archives tels que rapports administratifs, correspondances, des communiqués officiels de l'OAS de 1961–1962. La presse a aussi constitué une source précieuse pour reconstituer les événements, comprendre le climat politique et social, et d'analyser les discours diffusés à l'époque, les publications telles que la *Dépêche Quotidienne*, *El-Moudjahid*, *l'Echo d'Alger* ou encore *Résistance Algérienne*. Ces journaux ont permis d'éclairer les différentes perceptions du conflit, aussi bien du point de vue colonial que révolutionnaire, ils offrent des témoignages de première main, des récits d'attentats. Ces sources permettent de reconstruire les événements, de cerner la chronologie des actions violentes, et de comprendre les objectifs poursuivis par cette organisation.

En parallèle, l'analyse s'enrichit de sources secondaires, issues d'ouvrages d'algériens et français tels que Redha Malek, dans son ouvrage *L'Algérie à Évian : les négociations secrètes 1956–1962*, il accorde une place significative à l'OAS, en tant qu'acteur central dans la tentative de sabotage du processus de négociation entre la France et le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Il souligne que l'OAS, convaincue de la perte imminente de « l'Algérie française », s'est livrée à des actes de terreur visant à faire échouer les négociations, à travers des attentats, assassinats, destructions d'archives... M'hamed Yousfi, à travers son ouvrage *L'OAS et la fin de la guerre d'Algérie*, met en lumière son analyse sur l'organisation et sa place dans la phase finale du conflit, il apporte un éclairage riche et structuré sur l'OAS, construit sa narration à partir de récits vécus. Ce sujet a été étudié par Clément Steuer dans son livre *Susini et l'O.A.S.*, il offre une analyse détaillée de l'itinéraire de Jean-Jacques Susini, figure principale de l'Organisation de l'Armée Secrète, et la place centrale qu'il a occupée au sein de la structure pendant les derniers mois de la guerre de libération nationale.

1. Création de L'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.)

L'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.) a été fondée pour la première fois à Madrid en Espagne, dans un contexte marqué par l'exil des partisans de « l'Algérie française ». Sa création s'est étalée entre le 20 janvier et le 28 février 1961, au sein d'un cercle de militants extrémistes ayant fui l'Algérie. Parmi ses fondateurs figurent Raoul Salan¹, ainsi que des figures reconnues de la « Semaine des Barricades », telles que Jean Jacques Susini et Pierre Lagailarde. Suite à sa création en Espagne, l'organisation fut réimplantée sur le sol algérien par ceux qui, revenus de Madrid, entrèrent dans la clandestinité après l'échec du « Putsch des généraux » (Thenault, 2005 : 214).

L'O.A.S. s'est imposée comme un regroupement dans lequel ont fusionné diverses organisations clandestines à caractère criminel, son tout premier manifeste appelait à l'unification de toutes les forces secrètes opposées à l'indépendance au sein d'une seule entité. Elle publia de nombreux communiqués dans les grandes villes comme Oran, Annaba et Alger, l'un des messages les plus marquants affirmait : « La dernière heure de la France en Algérie est la dernière heure de la France dans le monde, et la dernière heure de l'Occident »². Elle fut placée sous le commandement du colonel Yves Godard, le premier signe public de l'O.A.S. est apparu sur les murs d'Alger³, elle adopta la croix comme emblème et élabora un programme d'action bien défini (Cheikh, 2003 : 264).

Dès sa création, l'OAS s'est fixé pour objectif central de recourir à tous les moyens disponibles pour préserver « l'Algérie française » et s'opposer à toute évolution vers l'indépendance. Lorsque les négociations d'Évian furent engagées, cet objectif s'est traduit par la volonté de faire échouer les accords, de retarder autant que possible la tenue du référendum sur l'autodétermination, et d'obtenir une reconnaissance politique officielle de l'organisation⁴. Comprendre la création de l'O.A.S. nécessite, selon nous, de la replacer dans le contexte historique plus large du colonialisme. Elle ne résulte pas d'un événement isolé, mais s'inscrit dans une série de crises politiques et militaires. Ce climat d'instabilité a préparé un terrain favorable à l'émergence de cette organisation. Parmi ces événements marquants, on compte les manifestations à Guy Mollet en 1956, le complot du 13 mai 1958, la Semaine des Barricades 1960, ainsi que le putsch des généraux 1961. Chacun de ces épisodes a contribué, à l'apparition de l'O.A.S. comme tentative ultime de faire obstacle à l'indépendance inéluctable de l'Algérie.

1.1. Les événements du 13 mai 1958

À la suite de la grève des huit jours en 1957 et de l'intensification des actions armées menées par l'organisation de la Zone autonome d'Alger, durant ce que les autorités coloniales ont qualifié de « Bataille d'Alger », la situation sécuritaire s'est considérablement détériorée (Monneret, 2008 : 103). Face à cette « situation qui s'aggrave », certains officiers de l'armée française, soucieux de « sauver la France », ont organisé une véritable rébellion contre le pouvoir central à Paris, le 13 mai 1958, avec la participation de la minorité européenne⁵. Un Comité de Salut Public (C.S.P.) fut mis

¹ . Raoul Salan, (1899-1984), Général de l'armée Française, en 1952, il devint commandant en chef en Indochine, puis, en 1956, prit le commandement en Algérie. Là, il fut confronté à une situation tendue entre le gouvernement français et les partisans de « l'Algérie française », participant à des opérations controversées. Il a joué un rôle central dans la création de l'O.A.S., voir Planchais J., Salan R. (1899-1984). Encyclopædia Universalis. www.universalis.fr/encyclopedie/raoul-salan.

² . Ministère des Affaires Étrangères (MAE), La Courneuve, Fonds Secrétariat d'Etat aux affaires Algérienne (SEAA) 1959-1967, Dossier « OAS 24 Janvier 1962 », N° 212.

³ . Parmi les principaux slogans de l'O.A.S., qui étaient inscrits sur les murs de la ville d'Alger: « L'Algérie est française et le restera » et « L'OAS vaincra » et « Non à l'indépendance » et « Guérilla urbaine »...

⁴ . Centre des Archives Nationales (CAN), Birkhadem, Fonds Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Ministère de l'Armement et des Liaisons Générales/G.P.R.A, Dossier « Lutte contre l'O.A.S pendant la période transitoire 1962 », Boîte N° 015.01.004.

⁵ . Magazine français Radar, N° 485, 1958.

en place à Alger, sous la direction des généraux Raoul Salan et Jacques Massu⁶, il visait à pousser le général de Gaulle à revenir au pouvoir en métropole, tout en réprimant la Révolution algérienne et en maintenant l'Algérie sous domination française⁷. Le jour même, des manifestants européens se dirigèrent vers le siège du Gouvernement général à Alger, l'encerclèrent, puis envahirent ses locaux, sous les regards approbateurs et les sourires complices des parachutistes chargés de la sécurité (Steuer, 2004 : 32). Ils procédèrent à des actes de destruction : fenêtres brisées, portes cassées, archives et machines à écrire jetées ou incendiées, la bibliothèque du Gouvernement général fut elle aussi pillée et réduite en cendres (Massu, 1997 : 41).

1.2. La Semaine des Barricades (janvier–février 1960)

Le 17 janvier 1960, le Journal Allemand *Süddeutsche Zeitung* publiait des déclarations particulièrement sensibles du général J. Massu, recueillies par le journaliste H. U. Kempfski, dans cet entretien, Massu affirmait que ce qui comptait avant tout pour lui - et pour les colons européens - était de maintenir « l'Algérie française ». Il y critiquait également la politique de Gaulle en Algérie, ce qui lui valut d'être relevé de ses fonctions le 20 janvier 1960, il fut aussitôt remplacé par le général Crépin (Steuer, 2004 : 40). En réaction à cette décision, et dans un climat de tension croissante, l'organisation extrémiste du Front National Français (F.N.F.), dirigée par Joseph Ortiz, aux côtés de figures telles que Pierre Lagailarde, Antoine Argoud, Jean Gardes, J. Jacques Susini, Joseph Broizat, ainsi que Jacques Faure, lança un appel à la grève générale le 22 janvier 1960 (Dahlab, 1990 : 131), soutenue massivement par les Pieds-Noirs d'Alger⁸.

Cette action insurrectionnelle aboutit à une révolte ouverte connue sous le nom de « Semaine des Barricades », qui dura du 24 janvier au 1er février 1960⁹. Les insurgés isolèrent le quartier du Tunnel Universitaire ainsi que l'Université Centrale, installant des barricades pour bloquer l'accès aux forces de l'ordre et tenter d'imposer leur contrôle sur certains secteurs stratégiques de la ville. Leurs revendications principales consistaient à rejeter ouvertement la politique d'autodétermination annoncée par de Gaulle, à exiger la réintégration du général J. Massu, et à réclamer la nomination du général Maurice Challe comme gouverneur général de l'Algérie. Face à cette rébellion, les forces de sécurité furent mobilisées pour mater l'insurrection, les affrontements entraînèrent la mort de nombreux manifestants et des dizaines de blessés, et l'on doit préciser qu'il y eut également des morts du côté des forces de l'ordre¹⁰.

1.3. Les manifestations européennes du 9 décembre 1960 «Un rejet de l'Algérie algérienne»

Le 9 décembre 1960, des manifestations massives furent organisées par les colons européens en Algérie dans le but de contraindre le général de Gaulle à renoncer à son célèbre slogan « L'Algérie est algérienne », et à réaffirmer le principe de « L'Algérie est française ». Ces protestations ont été déclenchées à la veille de la visite officielle du général de Gaulle en Algérie, prévue pour le 10 décembre, au cours de laquelle il comptait exposer directement aux populations européenne et musulmane sa vision de l'avenir de l'Algérie. Ces manifestations se sont également intensifiées dans un contexte diplomatique particulier, l'Organisation des Nations Unies venait d'annoncer, l'inscription de la question algérienne à son ordre du jour, avec un débat prévu pour le 15 décembre 1960, afin d'envisager des décisions concrètes en faveur d'une résolution du problème algérien¹¹.

⁶. L'Echo d'Alger, N° 16781, 1958.

⁷. Le Journal d'Alger, N° 2712, 1958.

⁸. La Dépêche Quotidienne, N° 3542, 1960.

⁹. La Dépêche Quotidienne, N° 3544, 1960.

¹⁰. INA. (1960, Février 03). Journal télévisé – Dans Alger troublé: les barricades, au PC d'Ortiz [Newsreel]. Les Actualités Françaises. producteur ou co-producteur: Fox europe. <https://www.ina.fr/ina-eclairage-actu/video/afe85008587/dans-alger-trouble-les-barricades-au-pc-d-ortiz>.

¹¹. Association Historique et Culturelle du 11 décembre 1960, (2004). « Commémoration du 44ème anniversaire du 11 décembre 1960 ». Alger. P. 10.

1.4. Le « putsch des généraux » 22 avril 1961

Le 22 avril 1961 éclate à Alger ce que l'on appellera plus tard le « Putsch des généraux », une tentative de coup d'État militaire menée par quatre hauts officiers français ayant exercé des responsabilités majeures en Algérie :¹²

- Le général Raoul Salan, ancien commandant en chef des forces armées en Algérie ;
- Le général André Zeller, ex-inspecteur général des forces terrestres ;
- Le général Maurice Challe, ex-commandant supérieur des forces françaises ;
- Le général Edmond Jouhaud, ancien chef de l'armée de l'air.

Le jour même, M. Challe déclare sur les ondes de Radio-Alger, avoir prêté serment de fidélité à l'armée pour « préserver l'Algérie française ». Ces officiers prennent le contrôle d'Alger, soutenus par les partisans de « l'Algérie française ». L'objectif de cette insurrection est clair, s'emparer du pouvoir en Algérie, empêcher son indépendance, et détruire la révolution algérienne¹³. Le général de Gaulle réagit avec fermeté à ce soulèvement. Il dépêche son ministre chargé des affaires algériennes en Algérie, accompagné du chef d'état-major, afin de rencontrer les fidèles et d'encourager les hésitants à tenir, sans toutefois pouvoir se rendre à Alger, épiscentre de la rébellion, où il risquait d'être arrêté. Parallèlement, il s'adresse à l'armée par voie radiophonique, dénonçant l'action « d'une poignée de généraux à la retraite » et appelant à la loyauté envers la République, parvenant ainsi à désamorcer le coup d'État et à rétablir l'ordre¹⁴.

2. Les exactions de l'O.A.S. en Algérie : entre terreur, sabotage et crimes

Cette analyse nous a permis de comprendre qu'après l'annonce des accords d'Évian, l'O.A.S. a intensifié ses actions terroristes violentes en Algérie, dans une tentative désespérée de s'opposer à l'application du cessez-le-feu et à la mise en œuvre du processus d'indépendance. Ses opérations ont pris la forme de grèves insurrectionnelles, d'actes de sabotage, de la destruction d'institutions administratives (incendies d'archives, disparition de dossiers officiels), ainsi que de perturbations dans les transports ferroviaires et aériens, l'O.A.S. a également eu recours à des attentats à la bombe, à des assassinats ciblés et à des massacres collectifs¹⁵. Il est clair qu'en appelant ouvertement à la rébellion armée, cette organisation ne cherchait pas uniquement à faire échouer les accords signés entre le (G.P.R.A.) et le gouvernement français, mais elle tentait aussi à empêcher toute transition vers une Algérie indépendante (Azzedine, 1997 : 56).

2.1. Crimes et assassinats de l'O.A.S.

Nous avons constaté que l'O.A.S. a visé tous les partisans de la cause algérienne, en Algérie comme à l'étranger, notamment en France, Allemagne de l'Ouest, Pays-Bas, Belgique, Italie et Suisse, elle a mis en œuvre une politique d'assassinats massifs, souvent commis de manière barbare, certains musulmans étaient exécutés puis recouverts de journaux. Parmi les formes les plus violentes de leur action, on note des menaces et assassinats ciblés visant non seulement les services de renseignement français mais aussi des militants européens et des trafiquants d'armes en Europe qui soutenaient la Révolution Algérienne, tels que Otto Schlüter et Wilhelm Beisner (Melnik, 1996 : 42).

Les crimes perpétrés par l'OAS, témoignent d'une volonté systématique de s'opposer au processus d'indépendance de l'Algérie à travers la terreur, l'Organisation revendique plus de 200 assassinats, (Melnik, 1996 : 07). Elle a toutefois échoué à éliminer certaines figures importantes comme Tayeb Boulehrouf, visé à deux reprises (Malek, 2003 : 372), ou encore Ahmed Ben Bella,

¹². L'Echo d'Alger, N° 17717, 1961.

¹³. Le Journal d'Alger, N° 3530. 1961.

¹⁴. INA. (1960, Avril 23). Journal télévisé – Allocution du G. De Gaulle: un quarteron de généraux en retraite [Newsreel]. Les Actualités Françaises. Producteur ou co-producteur Radiodiffusion Télévision Française. <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf94060216/allocution-du-general-de-gaulle-un-quarteron-de-generaux>.

¹⁵. Centre des Archives Nationales (CAN), Birkhadem, Fonds Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Ministère de l'Armement et des Liaisons Générales/G.P.R.A, Dossier «Lutte contre l'O.A.S pendant la période transitoire 1962», Boîte N° 015.01.004.

visé à Tripoli. Elle a néanmoins assassiné des personnalités engagées telles que le militant Abdel Soualem et l'avocat du F.L.N. Amokrane Ould Aoudia (Melnik, 1996 : 07).

L'OAS, de son côté, a visé l'élite intellectuelle algérienne et française (enseignants, médecins, avocats, écrivains...), parmi laquelle le professeur Pierre Popie, abattu en janvier 1961, membre du collectif d'avocats des militants du Front de Libération Nationale (Denis, 1961 : 637-639). En février 1962, les commandos Delta, sous la direction de Susini¹⁶, ont été responsables de 533 assassinats, soutenus par Salan et Jouhaud. Le 15 mars 1962, six cadres de l'éducation, dont l'écrivain Mouloud Feraoun¹⁷, ont été assassinés à El-Biar, ce même jour, une fusillade à Hussein Dey a causé plus de dix morts et des dizaines de blessés (Azzedine, 1997 : 93). Le 17 mars, cinq pharmaciens ont été exécutés (Kauffer, 2002 : 299), et le 7 mai, cinq employées de maison algériennes ont été tuées à Bab El Oued. Entre le 21 et le 26 mars, les commandos Delta ont multiplié les actes de sabotage à Alger, allant jusqu'à organiser «la journée des facteurs», au cours de laquelle, tous les postiers musulmans furent exécutés, selon le témoignage du commandant Vitalis Cros: « Ce jour-là, ils tuaient tous les facteurs musulmans qu'ils croisaient, les colons distribuaient même des armes à des jeunes de 18 ans pour les inciter à tuer » (Brac de La Perrière & Bourdē, 1987 : 173). D'après l'historien René Gallissot, l'OAS a causé plus de 3000 morts civils et militaires après la signature des accords d'Évian, illustrant ainsi l'ampleur de la violence coloniale dans ses phases terminales (Gallissot, 1997 : 93).

Les crimes perpétrés par l'O.A.S. atteignent un niveau alarmant dans les derniers mois de la guerre de libération, visant les civils algériens. Un article publié par Le Monde le 28 novembre 1961, intitulé sous le titre « Attentats et lynchages en Algérie ont fait en deux jours plus de cent victimes », révèle un niveau de terreur, avec plus d'une centaine de victimes en seulement deux jours, et la lecture des termes utilisés dans l'article, tels que, « meurtres collectifs », « week-end sanglant », « lynchages », montrent clairement la position du journal Le Monde face à la violence de l'OAS¹⁸.

2.2. Les attentats à la bombe de l'O.A.S.

Bien avant la création officielle de l'O.A.S., nous avons pu constater que plusieurs organisations terroristes avaient déjà commencé à semer la terreur à Alger en posant des bombes dans différents quartiers de la ville, comme le souligne Mohamed Lebjaoui¹⁹, et après l'annonce du cessez-le-feu, l'O.A.S. intensifie considérablement ses actions terroristes en multipliant les attentats à la bombe dans plusieurs régions d'Algérie, en particulier à Alger et Oran. L'analyse des chiffres disponibles montre l'ampleur de la stratégie de terreur de l'O.A.S : entre août 1961 et mars 1962, on recense environ 2293 explosions, qui ont causé la mort de plus de (700) personnes. Cette vague de violence connaît une progression alarmante en août 1961, 430 attentats recensés causant (06) morts ; en septembre 763 attentats à la bombe provoquent (09) morts ; en octobre 970 explosions entraînent la

¹⁶. Jean-Jacques Susini (1933-2017), militant de «l'Algérie Française», fut l'un des principaux fondateurs de l'OAS., il assura la propagande et les relations politiques de l'organisation clandestine à partir de 1961. Il participa également aux négociations avec le FLN en 1962, voir : Référence : STORA B. (1991). *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*. Paris : La Découverte. P. 215.

¹⁷. Mouloud Feraoun (1913- 1962) écrivain et enseignant algérien d'expression française, reconnu pour ses œuvres littéraires qui dépeignent la vie rurale et sociale en Kabylie, sa région natale. Son œuvre la plus célèbre est la trilogie *Le Fils du pauvre* (1950), est un témoignage poignant sur la condition des paysans algériens sous le colonialisme. Il fut assassiné en 1962 par l'OAS, voir Yataghène S., (2023). *Brève aventure du petit grain du souvenir: Taddert-Oufella d'Aït Oumalou*. BoD - Books on Demand.

¹⁸. Ministère des Affaires Etrangères (MAE), La Courneuve, Fonds Secrétariat d'Etat aux affaires Algérienne (SEAA) 1959-196, dossier «OAS Direction procès Jouhaud 1962», sous dossier «OAS Activité en Algérie», N°47.

¹⁹. D'après M. Lebjaoui, plusieurs attentats majeurs ont été recensés, parmi lesquels: l'explosion du 18 avril 1956 dans les établissements Zerka à El Madania, l'attentat contre le siège de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA) le 30 juin 1956, ainsi que l'attaque du 18 juillet 1956 visant le journal *Alger Républicain*, voir: Lebjaoui M., (1972). *Bataille d'Alger ou Bataille d'Algérie?*, Editions Gallimard. P. 24.

mort de (13) personnes ; en décembre 1961, le nombre de victimes atteint (98) morts²⁰. Dans la nuit du 4 au 5 mars 1962, un événement d'une violence inédite connu sous le nom de « l'Aube bleue », cette opération a vu 130 explosions menées en même temps ont visé les commerces appartenant à des musulmans à Alger (Dard, 2011 : 207).

Le 17 mars 1962, plusieurs attaques de l'O.A.S. provoquent 33 morts et 45 blessés ; notamment le bombardement de l'usine de cigarettes Melia à Bab El Oued par les commandos Delta, causant 5 morts et de nombreux blessés²¹. Dans la continuité de cette montée de violence, le 2 mai 1962, une voiture piégée explose près du port d'Alger, provoquant une véritable catastrophe humaine et économique. Le bilan officiel fait état de 63 morts, tandis que d'autres sources évoquent jusqu'à 250 victimes algériennes. Cette attaque visait à saboter l'économie nationale et à semer la terreur à l'approche de l'indépendance (Brac de La Perrière & Bourdè, 1987 : 173).

2.3. La révolte des colons européens à Bab El Oued

À la suite de l'annonce du cessez-le-feu, l'O.A.S. déclara le quartier de Bab El Oued, à Alger, comme une véritable « Zone insurrectionnelle », à partir du 23 mars 1962, et pendant quatre jours consécutifs, ce quartier fut le théâtre de violents affrontements entre les forces de l'armée française et les membres de l'organisation terroriste. Les insurgés de l'O.A.S. barricadèrent les rues et bloquèrent l'accès aux principales artères du quartier, plongeant la zone dans un climat de tension extrême. Cette situation, comme le révèlent les sources que nous avons consultées a coûté la vie à de nombreux civils et militaires (Français et Algériens)²².

2.4. La fusillade de la rue d'Isly

Le 26 mars 1962, l'O.A.S. appela la population européenne d'Alger à manifester contre l'encerclement du quartier de Bab El-Oued, imposé depuis le 23 mars par l'armée française. Sous la direction du colonel Vaudrey, des tracts distribués la veille incitaient à une « marche pacifique » vers le quartier assiégé, en passant par la rue d'Isly, afin de « sauver les enfants de la faim » (selon qu'affirmait l'O.A.S.). Malgré l'interdiction formelle du général responsable du maintien de l'ordre, et le déploiement de forces importantes (police, CRS, gendarmerie et 4^e Régiment de Tirailleurs), plusieurs colonnes de manifestants se dirigèrent vers Bab El-Oued (Monneret, 2011: 35-36). Des tirs provenant de positions tenues par des commandos de l'O.A.S., installés sur les toits de la rue d'Isly, visèrent les militaires, qui ont réagi en tirant sur la foule (Azzedine, 1997 : 106-107). Le bilan fit état de 46 morts et 150 blessés²³, tandis que d'autres sources avancèrent jusqu'à 80 victimes et plus de 200 blessés (Méfret, 2003 : 34), toutes parties confondues. Dans les heures qui suivirent, l'OAS perpétra des représailles dans le quartier de Belcourt, causant la mort de dix musulmans (Droz & Lever, 1982 : 334).

L'un des crimes culturels les plus graves perpétrés par l'O.A.S., nous citons l'incendie volontaire d'institutions éducatives et culturelles, le 27 mai 1962, vingt écoles sont incendiées à travers le pays, et le 07 juin 1962, la bibliothèque de l'Université centrale d'Alger est également la cible d'un incendie criminel, cet acte barbare entraîne la destruction de près de 300000 ouvrages, certains témoins et sources estiment le nombre à plus de 600000 livres perdus à jamais²⁴. Cette attaque ne visait pas seulement des bâtiments mais aussi le savoir et la mémoire de l'Algérie indépendante.

²⁰. Musée National du Moudjahid. (2005). *Min yawmiyyāt al-thawra al-Jazā'iriyya 1954–1962*. [Chroniques de la révolution algérienne 1954–1962]. Alger: ENAG. P.133.

²¹. Ibid.

²². INA. (1960, Mars 25). Journal télévisé – Emeutes à Bab El Oued [Newsreel]. Les Actualités Françaises. Producteur ou co-producteur: Fox europe. <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/video/caf90002951/emeutes-a-bab-el-oued>.

²³. La Dépêche Quotidienne. N° 4225, 1962.

²⁴. Ibid.

3. La fin du terrorisme de l'OAS et l'effondrement de la présence coloniale en Algérie

3.1. La lutte du F.L.N. contre l'O.A.S.

Face aux actes criminels commis par l'O.A.S. contre la population algérienne, le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) n'est pas resté inactif. Cette réaction nous montre clairement que le G.P.R.A. refusait de laisser l'O.A.S. imposer sa stratégie de terreur sans réponse, au moment même où il appelait à la cessation de toute action révolutionnaire depuis l'annonce du cessez-le-feu. Sur ordre du Front de Libération National F.L.N., les militants de la Zone autonome d'Alger ont alors décidé de réorganiser l'action armée en milieu urbain et de faire face au terrorisme européen. Ils se sont lancés à la poursuite des membres de cette organisation, leur infligeant de lourdes pertes en ciblant leurs repères, leurs centres et leurs caches (Azzedine, 1997 : 203).

Le F.L.N. mena des opérations de sabotage contre certaines entreprises françaises qui offraient, en apparence, des services sociaux à la population, mais qui servaient en réalité de couverture à l'infiltration des membres de l'O.A.S. dans les quartiers populaires, sous prétexte de réparations électriques. Le 13 juin 1962, le FLN diffusa des tracts appelant les colons à soutenir l'indépendance de l'Algérie, tout en poursuivant la sensibilisation des Algériens (Megnouche, 2004 : 26). Selon le commandant Rabah Zerari²⁵, le Service de propagande et d'information, dirigé par Boualem Oussedik²⁶, joua un rôle clé pour détacher les Européens de l'influence de l'OAS et apaiser la colère des Algériens après chaque attentat, tout en menant des actions sociales d'assistance aux blessés, aux pauvres et aux chômeurs (Azzedine, 1997 : 336).

Parallèlement, certaines organisations françaises s'opposèrent à l'OAS avec l'appui de la police, notamment le Mouvement pour la Coopération sur les hauteurs d'El Biar, fondé par Lucien Bitterlin avec l'aide de Pierre Lemarchand et André Goulay. Favorable à la politique de Charles de Gaulle, ce mouvement visait à établir une véritable « République algérienne démocratique, coopérant avec la France ». Le 31 octobre 1961, les commissaires Louis Verger et Claude Vieillescazes présentèrent au gouvernement leur volonté de combattre l'OAS à Alger et à Orléansville (actuelle Chlef). Le mouvement commença par effacer les slogans de l'OAS inscrits sur les murs et les remplacer par les siens, puis mena des attaques contre ses infrastructures, notamment après le ralliement d'environ 200 policiers à sa cause (Dard, 2011 : 162-163). Dans le même temps, il procéda à l'arrestation de dizaines de membres du réseau « Delta ». Cette stratégie permit la capture du lieutenant Roger Degueldre, considéré comme l'élément le plus dangereux du réseau, qui fut exécuté, ainsi que l'arrestation du général Salan en plein centre d'Alger (Yousfi, 1985 : 83-84). Ces actions plongèrent la population européenne d'Algérie dans un climat de peur et de désespoir, face à ces contre-attaques, l'OAS fut même contrainte d'entrer en négociations avec le F.L.N.

3.2. Accord Front de Libération Nationale et Organisation de l'Armée Secrète

Les premiers contacts eurent lieu entre Susini, représentant de la direction politique de l'O.A.S., et Abderrahmane Fares²⁷, président de l'Exécutif provisoire, en présence de Mohamed Benteftifa, avant d'être élargis au Dr Chawki Mostefaï²⁸, commissaire du G.P.R.A., avec la médiation de

²⁵ . De son vrai nom Rabah Zerari, il gagne le maquis en 1955, arrêté le 04 juillet 1956, il s'évade. Il est nommé commandant dans l'A.L.N. en 1958. Il quitte l'Algérie pour Tunis en mars 1959. Membre du C.N.R.A. (1959-1962) de l'état-major (1960- 1962). Chef de la Zone Autonome d'Alger de janvier à juillet 1962, voir Dejeux J., (1984). *Dictionnaire des auteurs maghrébins de langue française*, Karthala éditions. P. P. 38-39.

²⁶ . Pendant la guerre de libération, Boualem Oussedik était responsable du service de propagande dans la wilaya quatre historique, aux côtés du colonel Mohamed Bouguera. Par la suite, il a occupé la même fonction dans la zone autonome d'Alger, en collaboration avec le commandant Rabah Zerari. Il a également exercé les fonctions de diplomate, en tant qu'ambassadeur du Gouvernement provisoire de la République algérienne.

²⁷ . Abderrahmane Farès, homme politique algérien, il a joué un rôle actif au sein de la Fédération de France du F.L.N., il a été nommé président de l'Exécutif provisoire algérien en 1962, pour assurer la transition vers l'indépendance, voir : Dejeux J., (1984). Op. cit. p.109.

²⁸ . Chawki Mustaphaï, militant nationaliste, il adhère au Parti du Peuple Algérien (PPA) ainsi qu'à l'Association des Étudiants Musulmans d'Afrique du Nord. Il a été nommé membre de l'Exécutif provisoire algérien en 1962, chargé de gérer la transition vers l'indépendance.

Jacques Chevallier, ancien maire d'Alger (Harbi & Meynier, 2004 : 871). En avril 1962, Susini reconnut la défaite de l'organisation et considéra qu'une négociation avec le F.L.N. constituait la seule issue possible (Yousfi, 1985 : 104). Dans sa déclaration du 20 juin 1962, Susini insiste sur la nécessité de garanties politiques, économiques et militaires pour assurer la sécurité et la dignité des Européens d'Algérie après l'indépendance. Il appelle également à l'intégration progressive avec la communauté musulmane et à la fin des affrontements armés. Ces propos révèlent que certains courants de l'OAS cherchaient à préserver un rôle futur des Européens dans l'Algérie indépendante en s'alliant à des personnalités nationales modérées. Sur le plan politique, la déclaration confirme que l'indépendance était devenue inévitable et que toute résistance s'avérerait désormais impossible²⁹.

Une réunion tenue à la ferme d'Alma, près d'Alger, a permis de trouver un accord le 1er juillet 1962, pour arrêter les attaques et instaurer une trêve. Selon Mostefaï, l'initiative provenait de l'O.A.S., qui sollicita l'entremise du maire de Blida, ami personnel de Fares, pour organiser une rencontre le 18 mai 1962 (Mostefaï, 1999). Le 7 juin 1962, Fares et Mostefaï se rendirent à Tripoli puis à Tunis pour consulter le G.P.R.A., qui se montra réservé. Benyoucef Benkhedda rappela que les agissements de l'O.A.S. relevaient de la France, et que tout contact devrait passer par Mostefaï (Benkhedda, 2012). Finalement, un accord fut conclu le 17 juin 1962 entre Mostefaï et Susini³⁰, il réaffirmait les garanties prévues par les accords d'Évian pour les Européens et appelait à l'arrêt de la politique de la « terre brûlée ». Mostefaï lança un appel radiophonique en ce sens, insistant sur la proximité de l'indépendance et sur la nécessité du vivre-ensemble (Yousfi, 1985 : 302). De son côté, Susini annonça à la radio clandestine de l'O.A.S., qu'un accord avait bien été conclu et demanda l'arrêt des attaques armées et des sabotages, reconnaissant ainsi la fin des efforts de l'organisation pour empêcher l'indépendance de l'Algérie.

Ainsi prit fin l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire coloniale algérienne. Après 132 ans de colonisation, les colons européens quittèrent massivement l'Algérie, non pas par milliers, mais par centaines de milliers. Ce départ massif et définitif des Pieds-Noirs fut motivé par la peur de représailles, mais aussi par leur refus catégorique de vivre aux côtés des Algériens, qu'ils continuaient de considérer comme une population inférieure (Yousfi, 1985 : 149). Dès lors, la coexistence dans une même patrie entre Français et Algériens semblait impossible, bien que la plupart des villes d'Algérie aient longtemps été dominée démographiquement par les Européens. La fin de cette période marqua également la disparition du système colonial, il n'y avait plus deux sociétés distinctes européenne et algérienne, plus de division sociale et spatiale imposée, ni de régime fondé sur l'injustice, le racisme, la domination et la violence perpétrée par les organisations terroristes contre le peuple algérien.

Conclusion :

En conclusion de cette étude, consacrée à l'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.) face au processus d'indépendance de l'Algérie, nous avons constaté que l'OAS est apparue comme une conséquence de l'effondrement du projet colonial. Sa création en 1961, traduit le refus d'une partie de la population européenne à toute évolution vers l'indépendance de l'Algérie.

Entre 1961 et 1962, l'OAS a eu recours à différentes formes de violence – attentats à la bombe, assassinats ciblés, sabotages à grande échelle – visant aussi bien les civils algériens que les opposants français, sans épargner les institutions de l'État français. Ces crimes traduisaient une volonté désespérée de maintenir le projet de « l'Algérie française ». Cette recherche nous a permis de mieux comprendre comment l'O.A.S. s'est transformée en un véritable réseau sanglant, ayant adopté une politique de « terre brûlée », causant d'importantes pertes humaines.

Les Accords d'Évian et la déclaration officielle de l'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet 1962, ont marqué la fin de cette organisation, et l'échec du projet de « l'Algérie française ». Grâce à

²⁹. Ministère des Affaires Etrangères (MAE), La Courneuve, Fonds Secrétariat d'Etat aux affaires Algérienne (SEAA) 1959-1967, Dossier «Accord OAS executif provisoire juin 1962», N°47.

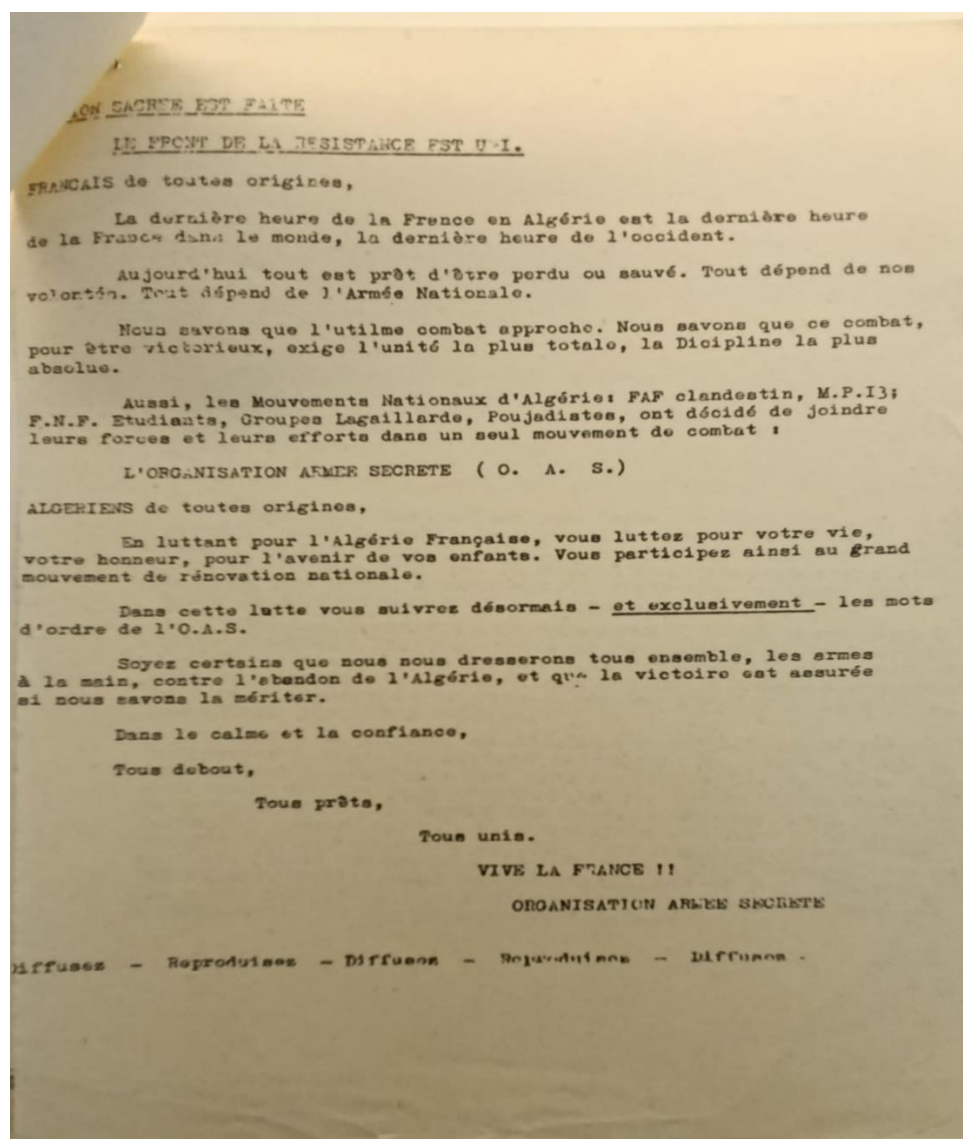
³⁰. La Dépêche Quotidienne, N°4294. 1962.

L'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S.) face à l'indépendance Algérienne : Genèse historique, stratégies de terreur et effondrement du système colonial (1961–1962)

l'action organisée du Front de Libération Nationale, visant à démanteler les réseaux de l'O.A.S. et à traquer ses membres, cette menace a été progressivement neutralisée. Cette recherche, nous a permis de mieux comprendre que l'étude de l'histoire de l'OAS à travers la violence qu'elle a commise en Algérie, a montré l'échec du projet colonial face à la volonté du peuple algérien dans sa lutte pour la liberté.

ANNEXE

Annexe n° 01 : Tract de propagande de l'O.A.S.³¹.

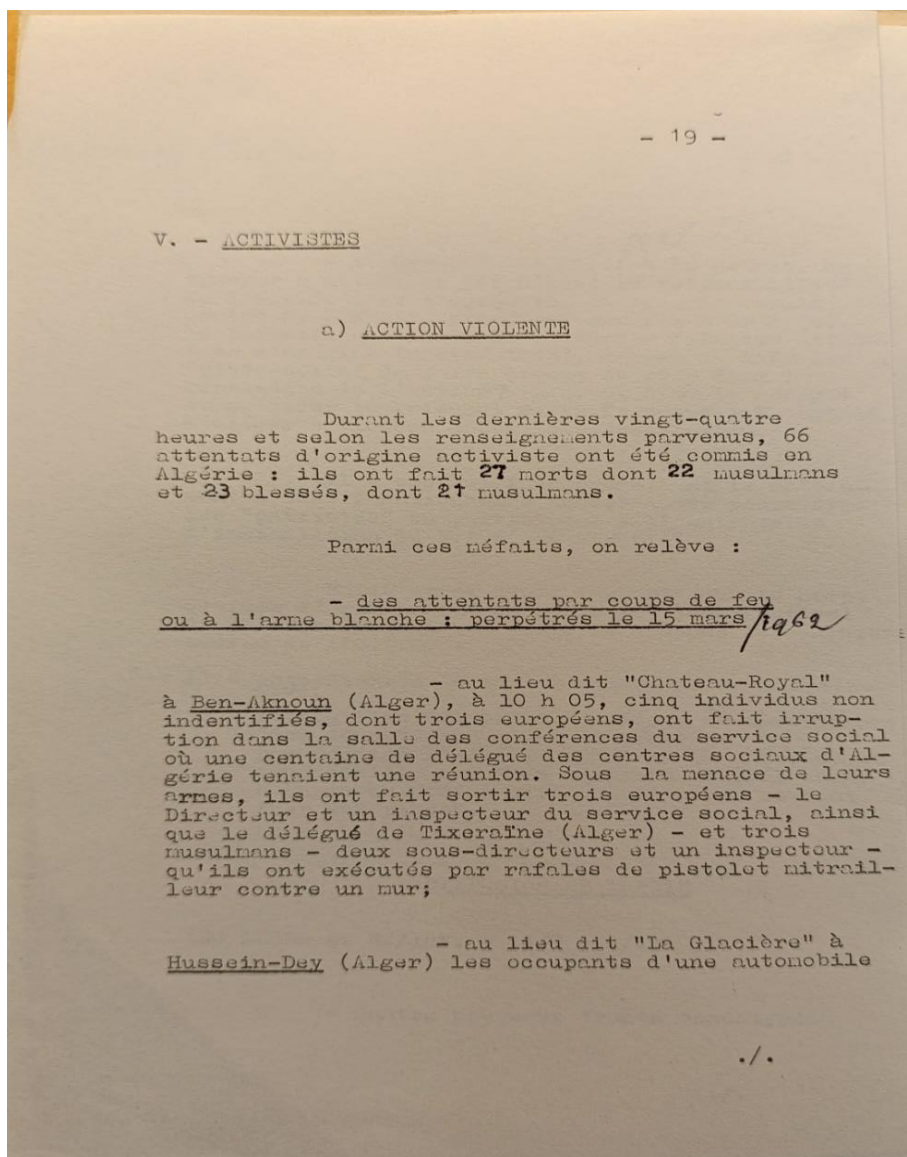


Ce tract de propagande de l'O.A.S. diffusé clandestinement, probable entre 1961–1962, nous montre le refus total de toute négociation avec le FLN, et le désespoir des ultras de «l'Algérie française», prêts à tout pour empêcher l'indépendance. Le document annonce la fusion des groupes extrémistes : FAF, MP13, FNF, Poujadistes... tous unis sous une seule organisation l'O.A.S.

³¹ : Ministère des Affaires Etrangères (MAE), La Courneuve, Fonds Secrétariat d'Etat aux affaires Algérienne (SEAA) 1959-1967, Dossier «OAS 24 JANVIER 1962», N°212.

Annexe n° 02 :

Terreur instaurée par l'O.A.S.³²



Le 15 mars 1962, une note administrative signale une vague de 66 attentats en 24 heures dans la région d'Alger, causant 27 morts et 23 blessés, en grande partie des civils algériens. L'exécution de trois fonctionnaires musulmans à Ben Aknoun illustre la brutalité et la violence de l'OAS, ce type d'opérations s'inscrit dans ce qu'on appelle la « politique de la terre brûlée ».

³². Ministère des Affaires Etrangères (MAE), La Courneuve, Fonds Secrétariat d'Etat aux affaires Algérienne (SEAA) 1959-1967, Dossier «OAS ATTENTAT INDIVIDUEL ARCHIVE CABINET JOXE ACTION OAS 1962», N°212.

Bibliographie :

Les archives.

- Centre des Archives Nationales, Birkhadem, (1962), Fonds Gouvernement Provisoire de la République Algérienne Ministère de l'Armement et des Liaisons Générales/ G.P.R.A, Lutte contre l'O.A.S pendant la période transitoire, Boîte N° 015.01.004.
- Ministère des Affaires Etrangères (MAE), La Courneuve, Fonds Secrétariat d'Etat aux affaires Algérienne (SEAA) 1959-1967, Dossier «OAS 24 Janvier 1962», N°212.
- Ministère des Affaires Etrangères (MAE), La Courneuve, Fonds Secrétariat d'Etat aux affaires Algérienne (SEAA) 1959-1967, Dossier «OAS Direction Procès Jouhaud 1962», sous dossier «OAS Activité en Algérie», N°47.
- Ministère des Affaires Etrangères (MAE), La Courneuve, Fonds Secrétariat d'Etat aux affaires Algérienne (SEAA) 1959-1967, Dossier «OAS Attentat Individuel Archive Cabinet Joxe Action OAS 1962», N°212.
- Ministère des Affaires Etrangères (MAE), La Courneuve, Fonds Secrétariat d'Etat aux affaires Algérienne (SEAA) 1959-1967, Dossier «Accord O.A.S Exécutif Provisoire juin 1962», N°47.

Les sources.

- Azzedine (Commandant), (1997). *Et Alger ne brûla pas--*. Alger : ENAG Editions.
- Dahlab S., (2008). *Mission Accomplie*. Alger : Editions Dahlab.
- Massu J., (1997). *Le torrent et la digue Alger. du 13 mai aux barricades*. (2^{ème} ed.). Paris: Editions du Rocher.
- Yousfi M., (1985). *L'O.A.S. et la fin de la guerre d'Algérie*. Alger : Entreprise Nationale du Livre.

Les études.

- Brac De La Perrière C. et Bourdē G., (1987). *Derrière les héros--: les employés de maison musulmanes en service chez les Européens à Alger pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*. France: Editions L'Harmattan.
- Cheikh, S. (2003). *Al-Jazā'ir taḥmilo al-silāḥ aw Zaman al-yaqīn, dirāsa taḥlīliyya fī tārikh al-ḥaraka al-waṭaniyya wa-al-thawra al-musallaha*. [L'Algérie prend les armes ou l'ère des certitudes étude analytique de l'histoire du mouvement national et de la révolution armée]. (I. M. Al-Arabi, Trans.) (Trad. M. H. El-Djemali). Alger : Dar El-Kasbah.
- Dard O. (2011). *Voyage au cœur de l'OAS*. Paris : Librairie Académique Perrin.
- Dejeux J., (1984). *Dictionnaire des auteurs maghrébins de langue française*. Paris : Karthala éditions
- Droz B. (1982). *Histoire de la Guerre D'Algérie 1954 – 1962*. Paris : Editions du Seuil.
- Harbi M., Meynier G., (2004). *Le FLN, documents et histoire : 1954-1962*. Paris : Editions Casbah.
- Kauffer R., (2002). *OAS : histoire de la guerre franco-française*. France : Seuil.
- Lebjaoui M. (1972). *Bataille d'Alger ou Bataille d'Algérie?* Paris : Editions Gallimard.
- Le Goyet P. (1989). *La guerre d'Algérie*. Paris : Perrin.
- Malek, R. (2003). *Al-Jazā'ir fī Ifyān: al-mufāwāḍāt al-sirriyya 1956–1962*. [L'Algérie à Évian : les négociations secrètes, 1956–1962]. Alger : Dar El-Farabi.
- Méfret J.-P. (2003). *Bastien-Thiry : jusqu'au bout de l'Algérie française*. Paris : Pygmalion.
- Megnouche, K. (2004). *Jara'im al-Mounaddama al-Moussallaha as-Sirriyya (O.A.S) fī al-Jaza'ir*. [Les crimes de l'Organisation de l'Armée Secrète (O.A.S) en Algérie]. Majallat al-Massadir, Volume 06. N° 01. pp. 247-273.
- Monneret J. (2008). *La guerre d'Algérie en trente-cinq questions*. Paris : Editions L'Harmattan.

- Monneret J. (2011). *Une ténébreuse affaire: la fusillade du 26 mars 1962 à Alger*. Paris : Editions L'Harmattan.
- Musée National du Moudjahid. (2005). *Min yawmiyyāt al-thawra al-Jazā'iriyya 1954–1962*. [Chroniques de la révolution algérienne 1954–1962]. Alger: ENAG.
- Steuer C. (2004). *Susini et l'OAS*. Paris : Editions L'Harmattan.
- Stora B. (1991). *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*. Paris : La Découverte.
- Thenault S. (2005). *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*. France: Flammarion.
- Yataghene S. (2023). *Brève aventure du petit grain du souvenir: Taddert-Oufella d'Aït Oumalou*. Paris : BoD - Books on Demand.

La presse (les journaux).

- Echo d'Alger. (1958). N° 16781.
- Echo d'Alger. (1961). N° 17717.
- La Dépêche Quotidienne. N° 3542. 30 janvier 1960.
- La Dépêche Quotidienne. N° 3544. 01 février 1960.
- Le Journal d'Alger. N° 2712. 18 mai 1958.
- Le Journal d'Alger. N° 3530. 25 avril 1961

Les instruments de recherche (Dictionnaires et encyclopédies)

- Planchais J., (2025). Salan Raoul (1899-1984). Encyclopædia Universalis. www.universalis.fr/encyclopedie/raoul-salan

La médiagraphie.

- Benkhedda B., (2012). « Discussions FLN-OAS (Rocher-Noir, juin 1962) ». Fondation Benkhedda Benyoucef. <http://www.benkhedda.org>.
- INA. (1960, Février 03). Journal télévisé – Dans Alger troublé: les barricades, au PC d'Ortiz [Newsreel]. Les Actualités Françaises. producteur ou co-producteur: Fox europe. <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/afe85008587/dans-alger-trouble-les-barricades-au-pc-d-ortiz>.
- INA. (1960, Mars 03). Journal télévisé – Emeutes à Bab El Oued [Newsreel]. Les Actualités Françaises. producteur ou co-producteur: Fox europe. <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf90002951/emeutes-a-bab-el-oued>.
- INA. (1960, Avril 23). Journal télévisé – Allocution du G. De Gaulle: un quarteron de généraux en retraite [Newsreel]. Les Actualités Françaises. producteur ou co-producteur Radiodiffusion Télévision Française. <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf94060216/allocution-du-general-de-gaulle-un-quarteron-de-generaux>.
- Mostefaï C., (1999). «Lettre du Docteur Chawki Mostefaï». Alger. <http://www.mostefai.net>.